

Objet : Demande d'intervention urgente de l'état, principal actionnaire dans STMicroelectronics et demande d'entretien

Le 27 octobre 2014

Monsieur le Ministre,

Ce courrier pour vous demander que l'état français, principal actionnaire de STMicroelectronics, intervienne très rapidement auprès de la Direction de STMicroelectronics (monde) afin qu'aucune annonce irrémédiable ne soit faite lors de la publication des résultats du troisième trimestre qui aura lieu ce mercredi 29 octobre 2014.

En effet, au vu de certains éléments préoccupants, nous pensons qu'il est possible que STMicroelectronics annonce des mesures de réduction d'effectif en France dès la publication de ces résultats le mercredi 29 octobre 2014. ST ne ferait alors que continuer la spirale infernale commencée il y a 5 ans et qui provoquerait à court terme à la disparition de cette industrie dans notre pays.

L'un des éléments qui nous préoccupe est entre autres l'audit externe qui aurait été déclenché sur la partie numérique ou digitale de STMicroelectronics qui est principalement la partie française de la R&D de STMicroelectronics. Pour mémoire, c'est après deux audits externes similaires, dont le dernier en Janvier 2013 réalisé par J.P. Morgan Chase, que STMicroelectronics avait décidé en mars/avril 2013 de démanteler son activité dans les circuits pour mobile (ST-Ericsson).

L'échec actuel de STMicroelectronics dans un secteur clef pour notre avenir dans le semi-conducteur n'est dû qu'à une succession de mauvaises décisions prises au plus haut niveau de la compagnie. Il n'est dû, ni à un retournement de marché, qui évolue certes très rapidement mais dont la direction est assez constante, ni à la chute prévisible d'un des deux principaux clients de ST (NOKIA) alors que l'autre client (SAMSUNG) a explosé tous les standards de croissance du marché sans pour autant que notre entreprise soit en capacité de continuer à lui fournir les produits dont il avait besoin pour sa croissance.

Ce courrier pour vous demander un entretien afin de discuter de problèmes importants sur lesquels l'Etat, principal actionnaire de ST, doit intervenir afin que l'industrie du semi-conducteur ne continue à disparaître de notre pays.

Ainsi, après la désindustrialisation, ainsi que la destruction complète du Savoir-faire, de la Recherche, du Développement et de l'Innovation française dans des secteurs clefs de l'économie numérique tels que les circuits pour mobile, il nous paraît évident que l'équipe de direction actuelle, qui est présente depuis de nombreuses années à la tête de STMicroelectronics, n'est pas en capacité de se réformer elle-même pour éviter le désastre et pour définir une stratégie permettant de préserver l'un des 34 axes prioritaires pour l'industrie, tels que définis par votre Gouvernement.

La capitalisation de STMicroelectronics et son chiffre d'affaire se situent entre 7 et 8 milliards d'euros.

Mais sans l'intervention volontariste et rapide de l'état, nous sommes convaincus que cette industrie et les emplois qu'elle génère disparaîtront rapidement de notre pays, soit près de 11 000 emplois directs et de 20 à 30 000 emplois indirects.

Veillez agréer, monsieur le Ministre, nos respectueuses salutations.

Pour la CGT STMicroelectronics France
Marc Leroux, Délégué Syndical Central

Pour la CFDT STMicroelectronics France
Eric Potard et Christophe Duteil, Délégués syndicaux Centraux

Pour le Collectif Autonome et Démocratique de STMicroelectronics en France
(CAD-ST)
Laurent Capella, Secrétaire Général